

Une lettre de 1799

Autor(en): **Jeanrenaud, Arthur**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue historique vaudoise**

Band (Jahr): **35 (1927)**

Heft 12

PDF erstellt am: **28.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-27840>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

UNE LETTRE DE 1799

Elle fut trouvée, tout récemment, dans le tiroir d'une table de jeu, enveloppant un ancien jeu de cartes. Le papier est parfaitement conservé, et muni du sceau de l'expéditeur. Elle porte l'inscription :

Lausanne, 17[99].

M. de Crousaz, 21 9^{bre} (Novembre).

Les deux derniers chiffres de la date, quoiqu'un peu effacés, sont certains.

Après la retraite de Pierre Ochs, ce fut Laharpe qui prit la première place dans le Directoire. Mais, selon Dierauer, que nous résumons ici, « il ne savait ni considérer les choses avec calme, ni jouer au-dessus des partis le rôle de médiateur ». Par son autoritarisme parfois aveugle, il avait détruit la confiance et s'était aliéné la sympathie des Confédérés. Le 4 Novembre 1799, ses attaques contre le ministre des finances Finsler avaient laissé le Directoire assez froid. La semaine suivante, on apprit le coup d'Etat du 18 brumaire, et Laharpe de songer à affermir son autorité par un mouvement semblable. On sait qu'il fit secrètement un projet de remaniement du gouvernement, et rechercha l'appui des troupes françaises. Ce que Dierauer ne dit pas, et que notre lettre mentionne, c'est qu'il comptait sur l'appui de troupes confédérées, qui devaient agir conjointement avec les Français. Nous croyons, en effet, être autorisé à admettre que c'est à ces événements que se rapporte notre lettre ; elle donne quelques détails piquants sur l'action militaire projetée par Laharpe, et le coup d'Etat dans le secret duquel il avait entraîné ses collègues Secretan et Oberlin. De Crousaz semble avoir été mis au courant du complot ; il ne peut

s'agir ici, puisqu'aucune précision n'est donnée par la lettre, que de Henri-Antoine (1770 - 1832)¹, membre du Tribunal suprême et adversaire de Laharpe.

Nous transcrivons sa lettre dans son orthographe originale, complétant la ponctuation.

A Monsieur Lulin, très Digne
Professeur en histoire ecclésiastique,
A *Aubonne*.

L'on dit, et cela de bon lieu, que l'on recevra les (mots barrés) plaintes et représentations de part et d'autres ; que l'on fera un plan de gouvernement, qui puisse prévenir tous les désordres que l'on a remarqué, et qui pourvoie à la sureté des voisins, puis on le lira pour le faire accepter. En cas de refus, il y aura des troupes prettes de France et des Cantons, qui d'un commun accord, environneront la ville, détruiront les marchers et obligeront par la famine, les opi-gniatres. Jusques alors, tout sera d'un scret (secret) infini. Bruler ma lettre, car tout ceci n'est que des ouï-dire et je n'aime pas à en débiter. Mandez-moi si vous avez reçu ceci par le premier courier, je vous répondrai d'abord.

21 nov.

Dierauer ajoute que les menées de Laharpe ne restèrent pas secrètes — preuve en soit notre lettre ! — Remarquons que ce n'est que le 11 décembre, alors que des bruits circulaient déjà depuis trois semaines, que Laharpe demanda l'appui du Premier Consul. Et pourtant Laharpe doit avoir conçu ses projets immédiatement après le coup d'Etat, puisque De Crousaz est déjà informé par des rumeurs (des

¹ Cf. *Dict. hist. et biographique de la Suisse*, art. de Crousaz, par M. R.

ouï-dire), douze jours après le 18 Brumaire. Mais le nouveau gouvernement lui fit répondre qu'il « s'abstenait de toute ingérence dans les affaires helvétiques, et donnait clairement à entendre qu'un régime politique comme le régime français ne convenait pas à la Suisse ». L'éventualité d'une intervention française écartée, les Conseils, prévenant le coup d'Etat, renversèrent le Directoire le 7 janvier suivant. Laharpe se retira quelques mois plus tard près de Paris, à Plessis-Piquet.

Le correspondant de De Crousaz appartenait à la famille genevoise Lullin, dont l'un des membres, Ami Lullin (1748 à 1816), fut¹ un ardent patriote. Après avoir renoncé à sa charge de conseiller d'Etat et de syndic en 1792, il n'en continua pas moins une activité importante. Notons seulement qu'il fit en 1801 des démarches — d'ailleurs vaines — auprès de Bonaparte, pour obtenir l'affranchissement de Genève. Il est peut-être permis de nous demander si les renseignements adressés au digne professeur d'Aubonne — ville dont une branche de la famille avait acquis la bourgeoisie en 1737² — n'étaient pas, en définitive, destinés à être lus à Genève ? Faut-il en voir un indice — oh, combien faible ! — dans ce fait, que le jeu de cartes enveloppé dans notre pli, porte le sceau de Genève, et paraît, du reste, assez ancien ? On comprendrait ainsi pourquoi le théologien d'Aubonne n'a pas obéi à l'injonction de brûler la lettre, qui aura été jugée non compromettante à Genève, puis tout à fait négligeable, puisqu'après l'échec de Laharpe, aucunes poursuites ne furent entreprises contre les partisans de sa politique.

Tout cela est un petit jeu de suppositions bien gratuit.

¹ Cf. De Montet, *Dict. biographique des Genevois et des Vaudois*, 1878.

² Cf. *Le livre d'or des familles vaudoises*.

Aussi ne tenons-nous qu'à publier ce témoin très certainement inconnu, d'une malheureuse affaire, et à le livrer, s'il en vaut la peine, aux réflexions des érudits.

Arthur JEANRENAUD.

A PROPOS DE SAUBRAZ

Dans notre numéro de juin M. Eug. Ritter faisait intervenir à propos du nom du village de Saubraz, celui de la famille de Beusobre. Nous recevons à ce sujet la note suivante :

La famille de Beusobre est d'origine française. Celle de son nom serait, d'après les recherches de M. de B. depuis 1882 ou même avant, celui d'un territoire situé dans une commune du Lot-et-Garonne. Le nom de ce territoire est d'origine latine. M. Eug. Ritter, qui en sait long sur l'origine des noms, pourrait, peut-être, chercher aussi celle de Saubraz comme dérivant du latin. G. de B.

LA FAMILLE IOUSSOUPOW ET LE CANTON DE VAUD¹

La princesse Tatiana Ioussoupow, née de Ribeaupierre, fille de l'ambassadeur russe à Berlin Jean de Ribeaupierre, devenue en 1856 la femme du prince Nicolas Ioussoupow, décédée en 1879, et qui était la grand'mère du prince Félix Ioussoupow, le meurtrier de Raspoutine, n'était pas une inconnue dans la région de La Côte où elle avait des parents issus de son arrière-grand-père Marc-Etienne de Ribeaupierre.

¹ Notes au sujet de l'article S. Bonnet, *Revue historique vaudoise*, 1927, page 185.